Zeitschrift: Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger

Herausgeber: Organisation des Suisses de l'étranger

Band: 38 (2011)

Heft: 4: Élections parlamentaires 2011

Artikel: Thèmes de la campagne : nombreaux points d'interrogation sur la sortie du nucléaire

Autor: Lenzin, René

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-911930

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

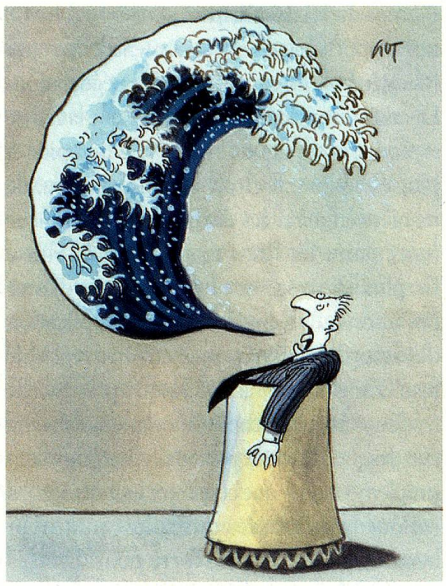
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 01.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Nombreux points d'interrogation sur la sortie du nucléaire

Les cinq centrales nucléaires suisses couvrent environ deux cinquièmes de la production d'électricité annuelle. D'ici à 2034, le Conseil fédéral souhaite les retirer progressivement du réseau sans les remplacer. L'efficacité énergétique et le développement des énergies renouvelables sont censés combler les manques. Le débat sur l'avenir de l'électricité est lancé et anime la campagne électorale.
Par René Lenzin



Le Gouvernement suisse est en train de prévoir un avenir énergétique sans énergie nucléaire nationale. Cette nouvelle stratégie est clairement une conséquence de Fukushima. Jusqu'à l'accident japonais, la majorité du Conseil fédéral souhaitait conserver l'option du nucléaire et entamer les processus de construction d'une nouvelle centrale. Mais depuis Fukushima, le vent a tourné. Fin mai, le Conseil fédéral a décidé la sortie graduelle du nucléaire – décision sur laquelle les quatre femmes au Conseil auraient eu une importante influence. Le gouvernement considère certes que les cinq centrales nucléaires suisses sont assez sûres pour fonctionner 50 ans. Mais elles seront ensuite retirées du réseau sans être remplacées. Cela signifie que Beznau I en Argovie sera fermée en 2019, Beznau II et Mühleberg dans le canton de Berne en 2022, Gösgen dans le canton de Soleure en 2029 et Leibstadt, aussi en Argovie, en 2034.

«Nous avons dû partir du principe qu'après Fukushima, la construction d'une nouvelle centrale nucléaire n'avait plus aucune chance en votation populaire», a déclaré la ministre de l'Energie Doris Leuthard. Il a donc fallu prendre rapidement une décision pour que la Suisse amorce son tournant énergétique à temps. La ministre juge la sortie progressive du nucléaire «techniquement possible et économiquement viable». Toutefois, le Conseil fédéral n'a pas encore précisé la marche à suivre prévue. Il a l'intention de concrétiser sa stratégie d'ici à l'année prochaine dans un projet de loi basé sur:

- le développement de la force hydraulique, même si ce potentiel est limité car déjà fortement utilisé;
- le développement des énergies renouvelables (soleil, vent, géothermie) et fossiles (couplage chaleur-force, voire centrales au gaz à cycle combiné);
- une efficacité énergétique accrue grâce à des appareils plus économiques et une meilleure isolation des bâtiments;
- le développement des réseaux électriques intelligents (smart grid) en Suisse pour améliorer l'utilisation de la production décentralisée et optimiser la connexion au réseau européen;
- la mise en réseau et le développement des centres de recherche en énergie publics et privés.

Le Conseil fédéral espère que la restructuration de la production d'électricité permettra d'innover dans les technologies propres et de créer de nombreux emplois. Néanmoins, ce nouvel avenir de l'électricité ne sera pas gratuit. Le gouvernement estime que le coût économique de la restructuration et de la construction du parc de centrales et des mesures de réduction de la demande en électricité s'élèvera entre 0,4 et 0,7% du PIB. Ces suppositions et chiffres se révèleront-ils exacts? C'est l'une des nombreuses questions posées par la sortie du nucléaire. Mais cette proposition du Conseil fédéral doit d'abord rallier la majorité, au Parlement et au sein de la population.

La sortie est-elle politiquement possible?

Le Conseil fédéral a déjà surmonté un premier obstacle lorsque son scénario de sortie a été approuvé en juin par le Conseil national. Une coalition de socialistes (PS), Verts, démocrates-chrétiens (PDC), Vert'libéraux et bourgeois-démocrates (PBD) s'est prononcée pour. L'Union démocratique du centre (UDC) a voté contre. Les Libéraux-Radicaux (PLR) se sont abstenus car ils estiment qu'il est trop tôt pour prendre une décision scientifiquement fondée. Finalement, l'interdiction de nouvelles centrales nucléaires a obtenu une majorité aux deux tiers au Conseil national. C'est un résultat clair mais la majorité est fragile. En effet, lorsque le Conseil a dû poser les premières balises, il est apparu que le PS et les Verts entendent sortir du nucléaire plus rapidement que le Conseil fédéral et arrêter immédiatement la centrale de Mühleberg qu'ils jugent dangereuse, alors que le PDC et le PBD souhaitent au contraire limiter les possibilités de recours contre la restructuration et la construction de centrales.

Reste à voir si la coalition de sortie se maintiendra au Conseil des Etats car la Chambre Haute est réputée plus favorable au nucléaire que le Conseil national. A la clôture de la rédaction, on ne savait pas encore si le Conseil des Etats se pencherait sur le sujet en septembre ou après les élections. Si les deux Conseils approuvent la sortie du nucléaire et, par la suite, le concept de mise en œuvre du Conseil fédéral, il y aura encore une votation populaire.

Le virage énergétique est-il possible?

En 2010, la Suisse a consommé presque 60milliards de kWh d'électricité. Le Conseil fédéral estime que, dans des conditions identiques, la consommation devrait s'élever à 90 milliards de kWh d'ici à 2050. La Suisse devrait alors non seulement remplacer l'électricité nucléaire mais aussi augmenter massivement la production ou l'importation de courant. Ces chiffres reflètent clairement le défi que devra relever le pays. D'autant plus que la consommation

électrique n'a cessé de croître ces dernières années. En 2010, elle avait augmenté de 4% par rapport à l'année précédente et de 14% par rapport à 2000. Certaines années, la surconsommation est due en partie à une forte baisse des températures qui entraîne des frais de chauffage plus élevés. Mais elle s'explique plus généralement par la croissance économique et l'augmentation de la population.

L'eau, la source d'électricité la plus importante en Suisse, a permis en 2010 de produire 56,5% de l'électricité. 38,1% provient des centrales nucléaires. C'est la part qui doit être remplacée d'ici à 2034. Les énergies renouvelables, excepté l'hydraulique, représentent à peine 2% de la production d'électricité et sont constituées à 50% par le solaire et l'éolien. Ces sources d'énergie ont certes enregistré de forts taux de croissance, mais dans un avenir proche, elles produiront à peine la quantité nécessaire pour combler la sortie du nucléaire. C'est pourquoi la Suisse sera obligée de couvrir provisoirement les manques avec des centrales au gaz à cycle combiné ou en augmentant considérablement les importations. Ces deux solutions posent le problème de la protection climatique car les centrales au gaz produisent du CO_2 et le courant importé ne proviendra pas exclusivement de sources propres.

La Suisse veut-elle vraiment sortir du nucléaire?

Devant le Conseil national, la ministre de l'Energie Doris Leuthard s'est montrée convaincue que la sortie était possible: «Le plan est là dans les grandes lignes. Il faut maintenant le préciser pour que vous disposiez des plans concrets lors de la consultation l'année prochaine. Nous avons trente ans devant nous. Tous les dix ans, nous devons produire neuf terawattheures d'électricité en plus. Nous en sommes capables et nous y arriverons. Mais nous devons retrousser nos manches dès aujourd'hui», a-t-elle déclaré. Mais où cette voie nous mène-t-elle? Vers un avenir vraiment sans nucléaire? La ministre elle-même laisse planer de nombreuses interrogations: «Qui peut savoir aujourd'hui comment évoluera la technologie? Si la fusion nucléaire aboutit dans 30 ans et que l'énergie nucléaire se révèle de nouveau plus avantageuse, on pourra toujours réajuster la loi», tels sont les propos cités par la «NZZ am Sonntag» quatre jours après la décision du Conseil fédéral de sortir du nucléaire. Mais il faut décider en fonction des facteurs connus aujourd'hui et ils ne vont pas dans le sens «de nouveaux investissements coûteux dans la technologie nucléaire existante».

Sortir du nucléaire pour y revenir plus tard? C'est un scénario qui ne plaît pas beaucoup, ni aux partisans du nucléaire ni à ses détracteurs. Les premiers le trouvent trop onéreux et jugent la perte technologique en résultant quasi irrattrapable. Et les seconds ne veulent plus jamais miser sur l'énergie nucléaire, dangereuse et incontrôlable. Il y aura matière à discussion pendant la campagne électorale.

Laissez tomber!

	BDP Parti bourgeois-démocratique suisse PBD	PDC Parti démocrate-chrétien suisse (PDC)	PLR Les Libéraux-Radicaux PLR. Les Libéraux-Radicaux (PLR)
Êtes-vous favorable à la sortie du nucléaire comme l'a proposé le Conseil fédéral?	Oui.	Oui.	Oui.
Comment garantir l'approvisionnement énergétique de la Suisse à l'avenir?	Le PBD accorde une importance cruciale à la sécurité de l'approvisionnement énergétique. Nous encourageons autant une utilisation plus efficace de l'énergie que la production d'énergie en Suisse, sans oublier la réduction du CO_2. En favorisant les énergies renouvelables, nous maintenons la majeure partie de la chaîne de création de valeur dans nos régions. C'est pourquoi les projets innovants visant à utiliser des sources d'énergie alternatives et impliquant les assouplissements appropriés des lois en matière de construction et de protection doivent être soutenus.	En augmentant nettement la production d'énergies renouvelables. Le PDC mise sur la force hydraulique comme principale ressource pour assurer l'approvisionnement en électricité. En consolidant les réseaux électriques par des réseaux intelligents. En augmentant massivement l'efficacité énergétique dans tous les secteurs de la consommation afin de continuer à tirer profit du fort potentiel d'économies, notamment dans la rénovation des bâtiments. Le PDC ne s'opposera pas à une construction décentralisée de centrales éoliennes et à cycle combiné au gaz comme solution transitoire pour éviter une pénurie de l'approvisionnement.	Le PLR exige le passage aux énergies renouvelables. L'approvisionnement énergétique futur doit respecter quatre objectifs: la sécurité de l'approvisionnement, la sécurité de la production énergétique pour l'être humain et l'environnement, la compétitivité des prix et la protection du climat. La stratégie du PLR repose sur trois piliers: plus de marché, une offensive en faveur des énergies renouvelables et une meilleure efficacité énergétique. Cette stratégie permettra d'empêcher les pénuries d'approvisionnement dans les années à venir.
Comment la Suisse doit-elle concevoir ses relations avec l'UE: collaboration étroite et ouverture ou l'Alleingang?	Le PBD s'oppose à une adhésion à l'UE, mais soutient clairement et sans ambigüité la voie bilatérale et l'accord avec l'UE relatif à la libre circulation des personnes. Il est dans l'intérêt de la Suisse d'entretenir avec l'UE des relations solides, pragmatiques et amicales, tout en défendant vigoureusement sa souveraineté et ses propres intérêts. La politique européenne du PBD soutient les efforts visant à la stabilité économique et sociale du continent, car cela est clairement dans l'intérêt de la Suisse.	Le PDC ne veut ni adhérer à l'UE ni suivre la voie de l'isolement. Il soutient la politique européenne du Conseil fédéral. Il œuvre en faveur de la poursuite et de l'extension de la voie bilatérale, qui est une réussite et rallie une majorité de Suisses. Ce qui compte, c'est de conserver notre marge de manœuvre, d'assurer un accès approprié au marché et de garantir la sécurité juridique. Pour le PDC, il n'est pas question de reprendre automatiquement les lois européennes. La résiliation de la libre circulation des personnes n'est pas à l'ordre du jour.	La voie bilatérale est la voie royale pour la Suisse. Nous refusons d'adhérer à l'UE. Les accords confèrent d'énormes avantages à notre pays et ne menacent pas l'indépendance de la Suisse. Notre taux de chômage de 2,9%, le plus bas d'Europe, le prouve. Il s'agit à présent de renforcer la voie bilatérale. Le PLR refuse de suivre automatiquement les lois de l'UE ou d'amoindrir la souveraineté fiscale des cantons et de la Confédération.
Quelles sont les intentions de votre parti pour les Suisses de l'étranger?	Le PBD est conscient de l'importance des Suisses de l'étranger et prête une oreille attentive à leurs demandes. Mais ce parti encore en construction n'est toujours pas représenté dans tous les cantons, il n'a donc pas encore adopté de position générale au sujet des demandes des Suisses de l'étranger. Il a prévu de le faire dans les quatre années à venir.	Nous œuvrons en faveur des écoles suisses à l'étranger. Nous luttons pour le maintien de l'offre de swissinfo. Nous demandons une simplification de l'exercice des droits politiques des Suisses de l'étranger et des primes de caisse-maladie raisonnables pour les Suisses vivant dans l'UE. Nous sommes pour une forte intégration civique des Suisses de l'étranger en améliorant l'information politique.	Au cours des dernières années, le PLR a œuvré en faveur de thèmes essentiels pour les Suisses de l'étranger. Nous avons par exemple insisté pour que le droit de vote électronique (e-Voting) soit mis en place au plus vite. Nous nous engageons aussi pour un réseau extérieur consulaire et diplomatique complet et pour une augmentation du nombre de consuls honoraires. L'accord de libre-échange avec les pays émergents revêt aussi une grande importance pour les Suisses de l'étranger. Ces demandes sont essentielles pour une Suisse moderne et ouverte, telle que la souhaite le PLR.

LES VERTS Parti écologiste suisse (les Verts)	vert'libéraux Parti vert'libéral suisse (PVL)	UDC Union démocratique du centre (UDC)	PS Parti socialiste suisse (PS)
Oui.	Oui.	Non.	Oui.
L'avenir énergétique des Verts est basé sur les trois E: économies, efficacité énergétique et énergies renouvelables. Cela doit permettre d'arrêter d'ici 2029 les cinq centrales nucléaires suisses sans avoir à en construire une nouvelle. Les Verts reprennent cette revendication dans l'initiative pour la sortie du nucléaire lancée au printemps. La baisse de la consommation peut remplacer les centrales de Mühleberg et Beznau I et II, voire plus. Le développement des énergies renouvelables va permettre de produire d'ici 2029 autant d'électricité que celle produite aujourd'hui par les centrales nucléaires de Gösgen et Leibstadt.	Les Vert'libéraux misent sur les trois piliers que sont l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables et la politique énergétique extérieure. Nous sommes contre de nouvelles centrales nucléaires et pour une sortie progressive du nucléaire. D'énormes potentiels d'efficacité énergétique sont inexploités. Il faut favoriser les renouvelables, par exemple en abrogeant la limitation de la rétribution du courant injecté. Avec l'initiative populaire «Remplacer la TVA par une taxe sur l'énergie», les Vert'libéraux vont dans le bon sens. Il est aussi nécessaire d'investir à l'étranger, dans les parcs éoliens au Nord de l'Europe et les capteurs solaires au Sud.	La Suisse va conserver son mix électrique à l'avenir. La part des énergies renouvelables va sûrement augmenter mais elles ne pourront pas remplacer le nucléaire à cause du manque de possibilité de stockage et de la dépendance des facteurs naturels. En cas d'éventuelle sortie du nucléaire, on a besoin pour la charge de base d'une source d'énergie présentant des conditions similaires, soit, à l'heure actuelle, les combustibles fossiles (gaz, charbon, pétrole) qui présentent aussi des inconvénients (dépendance de l'étranger, émissions).	Notre initiative Cleantech est la solution pour l'approvisionnement énergétique du futur. Son but est que tous les besoins énergétiques de la Suisse soient couverts au moins à moitié par des énergies renouvelables à partir de 2030 et que la consommation d'énergie soit réduite grâce à des mesures d'efficacité énergétique. En investissant dans les énergies renouvelables et les technologies propres, nous créons en Suisse une nouvelle branche économique durable et des emplois régionaux.
Vu la situation géographique de la Suisse et son interdépendance économique et sociale, l'«Alleingang» est une illusion politique. Outre cette «contrainte matérielle», il existe d'autres bonnes raisons de collaborer étroitement avec l'UE: les questions écologiques, politico-économiques et sociales échappent de plus en plus à l'influence des Etats-nations. C'est pourquoi les Verts misent sur l'ouverture politique. Pour eux, une adhésion à l'UE n'est souhaitable que si les processus de démocratie directe en Suisse sont maintenus.	La Suisse est située au cœur de l'Europe, elle est politiquement, économiquement et culturellement très liée à l'UE. Pour les Vert'libéraux, il est clair que la Suisse doit avoir sa part de responsabilité en Europe, car son bon niveau de vie dépend des échanges internationaux. La voie bilatérale a fait ses preuves et doit donc être poursuivie. Cette voie répond aussi bien au besoin d'interconnexion qu'à celui d'indépendance. Un avenir commun requiert toutefois une ouverture à des approches différentes.	L'UDC est le seul parti à avoir toujours lutté avec véhémence contre une adhésion à l'UE. Elle est pour la voie bilatérale mais pas sans condition. Ces contrats ne doivent pas entraîner un rapprochement avec l'UE mais respecter les intérêts de la Suisse. Tous les pays font valoir leurs intérêts dans leur politique étrangère. La Suisse doit faire de même. Elle a beaucoup à offrir et doit négocier en conséquence. Elle ne doit pas conclure de contrats affaiblissant sa souveraineté et son indépendance.	Le PS veut maintenir et renforcer les contrats entre la Suisse et l'UE. Il est essentiel de consolider les mesures complémentaires pour la libre circulation des personnes sur le marché du travail et du logement et dans la formation. Le PS est également favorable au nouvel accord sur la politique agricole et énergétique ainsi qu'à une plus grande équité fiscale, même par rapport à l'UE. Il est vrai que la voie bilatérale est douteuse sur le plan politico-démocratique. Le PS ne veut pas adhérer passivement à l'UE sans droits de codécision mais lutter au sein de l'UE pour une Europe sociale, démocratique et unie.
Nous allons poursuivre notre engagement en faveur des Suisses de l'étranger. Quelques exemples: Antonio Hodgers, conseiller national genevois et président du groupe des Verts, est membre du Conseil des Suisses de l'étranger; tous les conseillers aux Etats des Verts ont signé à la session d'été 2011 l'initiative pour une loi sur les Suisses de l'étranger. Nous soutenons les mesures visant à faciliter la défense des droits politiques à l'étranger. Nous avons l'intention d'ajouter sur notre site Internet une plate-forme pour les Suisses de l'étranger.	Jeune et petit, le parti vert'libéral ne dispose que de ressources limitées et c'est pourquoi nous nous concentrons avant tout sur la Suisse. Mais nous sommes conscients que la «Cinquième Suisse» est, pour ainsi dire, le quatrième plus grand «canton» et que son importance mérite d'être prise en considération.	Notre section des Suisses de l'étranger, UDC International, est très active et peut, comme une section cantonale, s'investir dans toutes les commissions du parti et influencer leur politique. Pour les élections 2011, l'UDC International présente ses propres listes dans neuf cantons. Les électeurs à l'étranger peuvent ainsi voter pour des candidats suisses de l'étranger dans les cantons de Zurich, Genève, Bâle-Ville, Bâle-Campagne, Argovie, Soleure, Schaffhouse, Schwytz et les Grisons. Sur le plan politique, l'UDC lutte pour la préservation des valeurs suisses et pour l'indépendance de la Suisse.	Le PS tient à renforcer la voix des Suisses de l'étranger dans la politique suisse et leur propose des listes électorales internationales pour se porter candidats au Conseil national. Une pétition du PS demande en outre l'introduction immédiate et généralisée du vote électronique (e-Voting). Le PS s'oppose à une politique de rigueur au détriment de la «Cinquième Suisse» qui porterait atteinte au service public dans les consulats, à la qualité des écoles suisses et des informations de la «Revue Suisse» et de swissinfo.